



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le **26 JAN. 2023**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



C-LOGISTICS BAT A ex CDISCOUNT

C-LOGISTICS
120-126 Quai de Bataclan
33 000 BORDEAUX

Références : **E 123-0176**
Code AIOT : 0006514380

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2022 dans l'établissement C-LOGISTICS BAT A ex CDISCOUNT implanté ZAC de la Fontaine du Berger Entrepôt SM1 77 230 ST MARD. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- C-LOGISTICS BAT A ex CDISCOUNT
- ZAC de la Fontaine du Berger Entrepôt SM1 77230 ST MARD
- Code AIOT : 0006514380
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Entrepôt de stockage

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la visite du 19 février 2019

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION	Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 7.2.4.2	Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS-PLAN DE DÉFENSE INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 7.2.4.1	Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES	Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 4.3.1	Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	CONTRÔLE DES ACCÈS	Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 7.1.4.	Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	ETAT DES STOCKS	Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 8.1.1.1	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES - MISE À LA TERRE	Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 7.3.2	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	PROTECTION CONTRE LA FOUDRE	Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 8.4.4	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	COMPORTEMENT AU FEU	Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 7.2.1	Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	ÉTABLISSEMENT DU DISPOSITIF HYDRAULIQUE DEPUIS LES ENGINS	Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 7.2.2.5	Lettre de suite préfectorale	Instruction du PAC en cours
10	CONDITIONS DE STOCKAGE	Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 8.1.1.2	Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a transmis la majorité des documents permettant de répondre aux points restés sans réponse suite à la visite d'inspection du 19 février 2019, néanmoins et en complément de la visite du 15 septembre 2022, les éléments suivants restent à transmettre :

- justifier des travaux de remise en état des RIA indiqués "non-satisfaisant" dans le dernier rapport de vérification annuel;
- justifier que le système sprinklage de l'extension est conforme;
- une copie de la dernière version du POI et du dernier rapport d'exercice incendie réalisé;
- le dernier rapport de vérification de poteaux incendie
- le dernier rapport de curage des séparateurs hydrocarbures;
- justifier que la clôture située à proximité du pylone de la ligne à très haute-tension est mise à la terre.

L'inspection des installations classées devra statuer sur la demande de modification à l'article 7.2.2.5 de l'arrêté préfectoral du 07 novembre 2017 demandée par l'exploitant par porter à connaissance reçu le 05 août 2019.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : ETAT DES STOCKS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 8.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité. Cet état des stocks doit permettre de vérifier à tout instant le respect des seuils de classement des installations, la nature et la quantité des produits entreposés. L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses ou, a minima, des fiches d'informations techniques pour les produits cosmétiques, prévues dans le code du travail. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. Si cet état des stocks n'est consultable qu'au travers de l'outil de gestion informatique, alors ce dernier doit être en mesure de fonctionner et de sortir une édition papier de cet état à tout moment, même en cas de pertes d'utilités {coupure de l'alimentation électrique du site, des moyens de télécommunication....}).
Constats : Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un état des stocks classés par rubrique ICPE. Une copie de ce document est présente au poste de garde de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 7.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification des moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, dispositifs de confinement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et des eaux d'extinction d'incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques, de chauffage et de la continuité du réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux référentiels en vigueur. [...]
Constats : Par courriel du 09 décembre 2022, l'exploitant a transmis: – <u>pour les extincteurs</u> : le rapport d'intervention n° 15692028 établi par la société CHUBB/SICLI en date du 14/10/2022. Ce rapport indique la vérification de 436 extincteurs sur 440 et le remplacement de 19 extincteurs. – <u>pour les Robinets d'Incendie Armés (RIA)</u> : le rapport de vérification et de maintenance périodique n° C12R458 établi par la société AAI (Atlantique Automatismes Incendie) en date du 23/03/2022. Ce rapport indique que 13/101 RIA sont dans un état non-satisfaisant et 7 sont encombrés le jour du contrôle. Le jour de la visite d'inspection, aucun RIA n'était encombré. L'exploitant doit justifier de la mise en conformité des RIA dont l'état est non-satisfaisant. – <u>pour le système de désenfumage</u> : le compte rendu de vérification périodique établi par la société KINGSTAN en date du 07/07/2022. Le rapport indique que le système est en bon état de fonctionnement. – <u>pour les portes coupe feu</u> : - les rapports n° 8168443/1.8.1.R (SM1) n° 8168443/51.5.1.R (extension SM1) établis par la société BUREAU VERITAS en date du 16/03/2022. Ces rapports indiquent des observations sur la conformité des portes dues à des problèmes de fermetures (23 pour le bâtiment SM1 et 1 pour l'extension). - le procès-verbal de fin des travaux n° 32730 établi par la société PORTAFEU/ASSA ABLOY en date du 05/09/2022, réalisés suite au devis n° 26412 du 25/04/2012 concernant la remise en conformité de 23 portes coupe feu. – <u>pour les poteaux incendie</u> : le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un rapport du 23/03/2022 établi par la société AAI avec un test de débit en simultané de l'ensemble des poteaux incendie du site. Le débit mesuré sur chacun des poteaux est supérieur à 60 m³/h. L'exploitant doit transmettre une copie de ce rapport. – <u>pour le système de sprinklage</u> : l'exploitant a indiqué qu'il y avait une non-conformité sur une benne qui a été déplacée depuis pour lever cette non-conformité. Il y avait également une non-conformité sur le sprinklage de l'extension due, selon l'exploitant, à une divergence de position entre la société de maintenance et l'expert sprinkleur. La société GOODMAN (propriétaire du bâtiment) doit faire procéder prochainement à la commande d'un audit via l'expert sprinkler. L'exploitant doit transmettre une copie du rapport de vérification du système de sprinklage pour l'ensemble du bâtiment, ainsi que les éléments justificatifs de la levée des non-conformités et le dernier rapport de vérification des poteaux incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS-PLAN DE DÉFENSE INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 7.2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]L'exploitant établit un plan de défense incendie conformément à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie, renouvelé tous les ans. Le plan de défense incendie doit être communiqué au service d'inspection des installations classées et au SDIS et est tenu à jour. Il est intégré au plan d'opération interne défini à l'article 7.2.5.2.
Constats : L'exploitant a transmis en 2019 une version datée du 20/06/2019 de son POI. Celui-ci est présent au poste de garde et comprend la procédure d'alerte auprès de RTE pour sécuriser les lignes à très haute-tension. Cependant l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées une nouvelle version de son POI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES - MISE À LA TERRE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 7.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Les rapports de contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté les rapports Q18 datés du 12/04/2022 pour le bâtiment initial et du 13/04/2022 pour l'extension. Les deux rapports concluent que les installations électriques ne présentent pas de risques d'incendie ou d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : PROTECTION CONTRE LA Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 8.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]Les dispositifs de protection contre la foudre sont vérifiés conformément à la réglementation en vigueur, et en particulier conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées. Il est remédié par l'exploitant à toutes déficiences dans les plus brefs délais.
Constats : Les dispositifs de protection contre la foudre ont été vérifiés en date du 23/02/2022 par BUREAU VERITAS. Ils ont fait l'objet des rapports 8168443/10.5.1.R pour le bâtiment initial et 8168443/47/3.1.R pour l'extension, rédigés le 24/02/2022. Les deux rapports ne présentent pas de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Séparateur hydrocarbure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes à la norme NF P 16-442 (version novembre 2007 ou version ultérieure) ou à tout autre norme européenne ou internationale. Ils sont contrôlés au moins une fois par semestre. Ils sont vidangés (éléments surnageant, hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint les deux tiers du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.
Constats : L'exploitant doit transmettre le dernier justificatif de curage des séparateurs hydrocarbures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : CONTRÔLE DES ACCÈS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 7.1.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.</p> <p>Le site est efficacement clôturé.</p> <p>Compte-tenu de la présence de lignes à Très Haute Tension au-dessus des terrains et conformément à l'avis RTE n°LE-CM NTR-GMR E-SRT-17-00129 du 23 mars 2017, la clôture est implantée à une distance en retrait d'au moins 5 mètres des supports (pylône...).</p> <p>La clôture est mise à la terre conformément aux dispositions prévues à l'article 7.3.3. du présent arrêté préfectoral.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes sur le site.</p> <p>En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de l'installation par gardiennage ou télésurveillance est mise en place en permanence afin de transmettre l'alerte en cas de sinistre.</p> <p>L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.</p> <p>Le responsable du site prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.</p> <p>Constats : Le site est clos et dispose d'un gardiennage 7/7 avec une présence physique à la loge située à l'entrée du site.</p> <p>L'exploitant devra justifier que la clôture à proximité du pylône de la ligne à très haute-tension est mise à la terre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : COMPORTEMENT AU FEU**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 7.2.1**Thème(s) :** Risques accidentels, Résistance de la structure du bâtiment**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet**Prescription contrôlée :**

L'entrepôt présente les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- La stabilité au feu de la structure du bâtiment est R60 ;
- Les façades extérieures présenteront les caractéristiques suivantes :
 - Les façades sont en bardage double-peau sauf les façades sud-ouest (cellules 1 et 9) et les façades nord-est (cellules 10 et 13) qui sont des écrans thermiques de degré coupe-feu 2h (REI 120) en béton cellulaire (ou en matériau présentant des garanties coupe-feu similaires) ;
 - Un écran thermique déporté est mis en place en limite de propriété au nord-ouest de l'entrepôt sur la longueur des cellules 1,2,3 et sur une hauteur de 2 m ;
- Les murs séparatifs entre les cellules présenteront les caractéristiques suivantes :
 - Ils sont alternativement coupe-feu de degré minimal 2 h (REI 120) et de degré minimal 4 h (REI 240) ;
 - Les murs séparant les cellules dos-à-dos sont coupe-feu de degré minimal 4 h (REI 240) ;
 - Le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;
 - Les murs séparatifs sont prolongés latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,5 m de part et d'autre ou de 0,5 m en saillie de la façade en continuité de la paroi ;
 - Ils dépassent d'au moins 1 mètre la couverture du bâtiment au droit du franchissement.
- Les ouvertures effectuées dans les murs séparatifs (par exemple baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques, portes et tuyauteries) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les murs coupe-feu 2 heures (REI 120) sont munis de portes coupe-feu 2 heures et les murs coupe-feu 4 heures sont munis de portes coupe-feu 4 heures (REI 240) ou deux portes coupe-feu 2 heures. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Ces portes sont doublées dans les murs REI 240. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2. La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles.
- La toiture répond aux dispositions suivantes : le système de couverture de toiture satisfait la classe et l'indice BROOPF (t3) et les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe dO. La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux classés A2s1d0 ou comporte en surface une feuille métallique de classe A2s1d0 ;

[...]L'exploitant réalise une étude technique démontrant que les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (mur, toiture, poteaux, poutres, mezzanines.....) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni leurs dispositifs de recoupement, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la première cellule en feu.

Constats :

En 2019, l'exploitant a transmis une note attestant de la non ruine en chaîne de la structure du bâtiment datée du 23/02/2018 établie par la société AMOCER pour le compte de la société TECHNI PREFA.

Type de suites proposées : Sans suite**Proposition de suites :** Sans objet

N° 9 : ÉTABLISSEMENT DU DISPOSITIF HYDRAULIQUE DEPUIS LES ENGINS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 7.2.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Issues de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A partir de chaque voie « engins » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment par un chemin stabilisé de 1,80 mètre de large au minimum par l'axe le plus direct sans marche, et dont la pente est inférieure à 10%
Constats : Par porter à connaissance reçu le 05 août 2019, l'exploitant a demandé un aménagement de cet article au profit de l'article 3.4 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 qui prévoit: <i>"A partir de chaque voie "engins", ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum. Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre des dévidoirs. Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pentes inférieure ou égale à 10%, permettant l'accès aux cellules sauf s'il existe des accès de plain-pied."</i> L'inspection des installations classées doit instruire le porter à connaissance afin de statuer sur l'aménagement à cette disposition.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : CONDITIONS DE STOCKAGE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 8.1.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage de palettes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les aires de stockage de palettes à l'extérieur de l'entrepôt sont autorisées dans les limites de volume autorisés par le présent arrêté et sous réserve que ces aires ne créent pas de nouveaux dangers (effets dominos sur l'entrepôt, flux thermiques en dehors des limites de propriété).
Constats : Pendant la visite, l'inspection des installations classées a constaté un stockage de palettes au Nord de l'extension, le long de la voie engin et de la clôture longeant la nationale N2. Par courriel du 02/11/2022, l'exploitant a transmis des photos de la voie engins dégagée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

